

Les ardoises ^{Le Monde} 28.6.01 P.1 de Lionel Jospin

LA GAUCHE PLURIELLE est un peu comme les Hébreux sauvés de la famine par la manne providentiellement tombée du ciel : pendant quatre ans, elle a bénéficié des ressources d'une croissance très soutenue pour financer ses grands projets sociaux. Cette période bénie touche à sa fin, et la question se pose désormais sans fard à Lionel Jospin : l'économie française en phase de ralentissement pourra-t-elle s'offrir – sinon à crédit – les 35 heures (y compris dans la fonction publique), les emplois-jeunes, la couverture maladie universelle (CMU), le fonds de réserve des retraites, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et les quelques menues dépenses qui sont venues alourdir la facture ces derniers temps, comme le congé paternité de quinze jours ?

Ne tirons pas à vue sur ces réformes-phares des années Jospin. Certaines répondaient à des besoins, comme la création d'une véritable couverture maladie pour six millions d'assurés aux revenus très modestes ou l'amélioration des prestations versées à 800 000 personnes âgées dépendantes, deux domaines que la droite avait laissés en friche entre 1993

et 1997. D'autres, comme les emplois-jeunes, pouvaient se justifier, il y a quatre ans, au nom de l'espoir qu'il fallait redonner à des familles enlisées dans le chômage de longue durée. Quant aux 35 heures, elles ont été imposées pour des raisons à la fois politiques et économiques : M. Jospin voulait démentir François Mitterrand – encore le « *droit d'inventaire* » ! –, qui assurait qu'« *on a tout essayé* » dans la lutte contre le chômage.

L'opposition, oublieuse de ses ambiguïtés sur plusieurs réformes (emplois-jeunes, CMU), n'en a plus aujourd'hui qu'une lecture comptable, dénonçant autant de « *bombes à retardement* » qu'elle devra rapidement désamorcer si elle revient au pouvoir en 2002. On ne l'imagine pourtant pas demander aux sept millions de salariés passés aux 35 heures de revenir aux 39 heures, même si le RPR prône un « *moratoire* » sur leur application dans les PME de moins de vingt salariés et la fonction publique, prévue pour janvier 2002.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 13

Les ardoises ^{28.6.01} de Lionel Jospin _{p. 13}

Suite de la première page

On ne la voit pas davantage réduire drastiquement le nombre d'emplois-jeunes, encore moins réintroduire l'ancienne aide médicale gratuite octroyée par les départements à « leurs » pauvres. Elle sait d'expérience, après la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes en 1986, que certains retours en arrière fleurissent trop la revanche sociale.

L'« ardoise » de ces réformes n'en dépasse pas moins 100 milliards de francs, supportés par l'Etat et la Sécurité sociale (sur 3 600 milliards de francs transitant par leurs caisses). Dans son conflit ouvert avec le gouvernement sur le cofinancement de la réduction du temps de travail (RTT) par la « Sécu », le Medef est certes pas sans arrière-pensées : c'est à la fois l'imperium de la loi et la RTT elle-même qu'il condamne. Mais la polémique met surtout en lumière le dangereux pari que représente le financement au long cours de mesures pérennes votées dans une conjoncture économique favorable : celui-ci est tout juste assuré en 2001, en dépit d'un net fléchissement de la croissance, qui tombera des 3,3 % prévus à l'automne à environ 2,5 % ; et un point

de croissance en moins, c'est un manque à gagner de l'ordre de 40 milliards de francs (15 milliards pour l'Etat et 25 milliards pour les organismes sociaux).

ÉQUILIBRE « TRÈS FRAGILE »

Qu'en sera-t-il en 2002 et au-delà ? Depuis quatre ans, la machine économique a si bien tourné et créé tant d'emplois (1,5 million) que la vigilance de la gauche s'est relâchée. Le premier ministre n'a jamais fait de la baisse de la dépense publique un dogme intangible et ne s'y est plié que par discipline européenne. Vigilance et rigueur, clame aujourd'hui Laurent Fabius, soutenu par Lionel Jospin. A l'occasion des conférences budgétaires, où chaque administration négocie àprement ses crédits pour l'an prochain, Bercy refrène les ardeurs des ministres : c'est un classique, leurs demandes excèdent de plusieurs dizaines de milliards l'enveloppe de dépenses calculée au plus juste dans le cadre des engagements de Paris vis-à-vis de Bruxelles (1 % en volume sur trois ans, dont 0,5 % en 2002).

La forte croissance des années 1998-2000 n'a pas seulement poussé Lionel Jospin à dépenser, elle l'a incité à différer les réformes qui auraient préparé le système de protection sociale à un retournement de conjoncture et, surtout, aux évolutions démographiques de la société française. La prestation dépendance ? Elle pourrait coûter 25 milliards en 2003, et

la moitié de cette somme reste à trouver, ce qui explique que les députés socialistes aient été seuls à l'adopter en première lecture, l'ensemble de la gauche s'y ralliant au moment du vote final, mardi 26 juin. Les retraites ? En 1998, M. Jospin reconnaissait que leur équilibre deviendra « très fragile » à partir de 2005 et qu'il était de son « devoir » d'attirer l'attention des Français. Trois ans ont passé, et il ne semble plus y avoir péril en la demeure. M. Jospin a confirmé aux partenaires sociaux, mardi 19 juin, qu'il n'envisage aucune réforme avant la présidentielle.

« VEILLER AUX COMPTES PUBLICS »

Il en va de même de la politique du médicament, dont le remboursement a représenté 95 milliards de francs pour l'assurance-maladie en 2000. L'an dernier, la « Sécu » a dépassé de 17 milliards de francs l'objectif de dépenses voté par le Parlement – que vaut ce vote ? –, mais le chef du gouvernement a refusé de retirer de la liste des produits remboursés les 835 spécialités (sur 4 500) dont les pharmaciens jugent pourtant le service médical rendu insuffisant. Autant par crainte de réactions hostiles des Français « accros » de la pharmacopée que par souci d'éviter les suppressions d'emplois dans les laboratoires peu innovants.

C'est ainsi que des milliers de salariés ont sauvé leur emploi par le seul fait qu'ils sont « subven-

tionnés » par la Sécurité sociale, contrairement à ceux de Lu-Danone, Marks & Spencer, AOM-Air Liberté ou Bata. Lionel Jospin commence-t-il à mesurer les menaces qui pèsent sur l'avenir de ses réformes ? Et qu'il a peut-être trop dépensé en période de croissance... pour alimenter la croissance ? « L'idée que l'on maîtrise les dépenses doit être aussi importante que celle de dépenser pour des causes justes », professait-il lors de la réunion bimensuelle des ministres, le 7 juin. Dix jours plus tard, à l'Assemblée nationale, il a pris soin de réaffirmer qu'il était « aux côtés » de Laurent Fabius pour « veiller aux comptes publics de notre pays ». Le message est clair : l'heure n'est plus aux projets dispendieux. A moins que le rythme de l'activité ne s'accélère, son successeur à Matignon n'aura plus de « cagnotte » pour financer ses projets, aussi « justes » soient-ils.

Jean-Michel Bezat